

Mario Vargas Llosa

De sabres et d'utopies

Visions d'Amérique latine

*Traduit de l'espagnol (Pérou)
par Albert Bensoussan*



ARCADES
GALLIMARD

Extrait de la publication

COLLECTION
ARCADES

MARIO VARGAS LLOSA

DE SABRES
ET D'UTOPIES

Visions d'Amérique latine

Préface de Carlos Granés

Traduit de l'espagnol (Pérou)

par Albert Bensoussan

nrf

GALLIMARD

Titre original :

SABLES Y UTOPIÁS

© *Mario Vargas Llosa, 2009.*

© *Éditions Gallimard, 2011, pour la traduction française.*

Préface

Le combat instinctif pour la liberté

Lors d'un congrès sur la littérature péruvienne qui s'est tenu voilà peu, j'ai entendu un écrivain indigéniste assurer que si Mario Vargas Llosa avait remporté les élections présidentielles au Pérou, il aurait troqué l'emblème national pour la croix gammée. En d'autres circonstances, j'ai entendu dire de lui qu'il était antipéruvien, homme de droite, « facho », et naïf en matière politique. De Vargas Llosa l'on a dit et l'on dit bien des choses, excepté que c'est un libéral, un libéral avec lequel certains seront d'accord et d'autres non, mais un libéral en fin de compte. Et s'agissant de l'intellectuel qui a le plus combattu les stéréotypes et les déphasages qui entachent l'analyse de la réalité latino-américaine, en particulier celle que l'on fait dans les pays développés, il semble paradoxal de lui imputer des clichés et des étiquettes qui déforment constamment sa pensée.

Quels sont les postulats libéraux de Vargas Llosa ? Quelle est sa position face à la réalité latino-américaine ? Quels sont les dangers et les espoirs qu'il entrevoit pour le continent ? Comment ses idées et ses engagements ont-ils pris forme ? Le choix d'articles qui composent ce volume vise à éclairer ces questions. On y trouvera non seulement le parcours intellectuel de l'écrivain, mais aussi les analy-

ses de tous les grands événements qui ont marqué l'histoire récente de l'Amérique latine. Ils sont donnés non par ordre chronologique mais par thèmes, illustrant les combats que Vargas Llosa a livrés pour la liberté, depuis son opposition frontale aux dictatures, son espoir face aux révolutions et son désenchantement postérieur, sa critique du nationalisme, du populisme, de l'indigénisme et de la corruption — la plus grande menace pour la crédibilité des démocraties —, jusqu'à la découverte des idées libérales, sa défense à tous crins du système démocratique et sa passion pour la littérature et l'art latino-américain. À l'instar des personnages de ses romans, incarnation de l'une de ces forces aveugles de la nature qui conduisent l'être humain à réaliser de grandes choses ou à causer de terribles cataclysmes, Vargas Llosa a été un défenseur instinctif de la liberté, toujours attentif aux idées, aux systèmes ou aux réformes sociales qui tentent de réduire les contours de l'autonomie individuelle. Son critère pour mesurer le climat de liberté d'une société a toujours été le même : l'espace que l'on donne à l'écrivain pour qu'il exprime librement ses idées. Dans les années soixante, alors que le roman latino-américain entrait en révolution et que Vargas Llosa se voulait intellectuel engagé, ses premières incursions dans des débats publics furent guidées moins par des doctrines politiques que par des intuitions littéraires. Encore que très influencé par les positions idéologiques de Sartre, ses idées juvéniles sur ce que devait être une société libre et juste partirent, dans une large mesure, de réflexions autour du métier de l'écriture et du rôle social de l'écrivain.

Vargas Llosa eut toujours clairement à l'esprit que la liberté, cette exigence sans laquelle le romancier ne pouvait déployer ses intérêts et ses obsessions, était vitale pour que fleurisse un monde culturel riche, capable de

nourrir un débat d'idées qui faciliterait le passage de l'Amérique latine vers la modernité. Ce n'est qu'en jouissant d'une pleine liberté de critiquer, aimer ou détester le gouvernement, la nation ou le système politique qui l'accueillerait, que l'écrivain pouvait donner forme à ce produit personnel qu'est le roman, dans une grande mesure irrationnel, et toujours soutenu par des passions, des désirs, des attirances et des phobies individuelles. Se plier docilement à des pouvoirs externes ou à des causes politiques ne pouvait qu'entraîner une allégeance servile au tyran en place, ou le poids artificiel de l'engagement. Dans « Le rôle de l'intellectuel dans les mouvements de libération nationale », article publié en 1966, il exposait les tensions qui affectent le romancier que l'engagement conscient lie à une cause politique. Si les démons personnels et les causes publiques coïncidaient, heureux hasard pour le créateur. Dans le cas contraire, le romancier devait assumer le déchirement interne et rester fidèle à sa vocation littéraire.

Dans les années cinquante, décennie où le flirt juvénile de Vargas Llosa avec la littérature allait se transformer en pacte matrimonial, le symbole de l'oppression de l'esprit et des entraves à la liberté fut le dictateur. Le seul Pérou, au long du XX^e siècle, avait vu surgir cinq gouvernements dictatoriaux qui, ajoutés aux six autres qui, dans les décennies suivantes, allaient empoisonner la vie politique du pays, jusqu'à la fuite intempestive d'Alberto Fujimori, totaliserait presque soixante années de régimes autoritaires. Cette atmosphère viciée et sordide, lourde de frustrations, de scepticisme et d'aboulie morale, fut abondamment présente dans les trois premiers romans de Vargas Llosa. La ville et les chiens, La maison verte et Conversation à « La Cathédrale », publiés respectivement en 1963, 1966 et 1969, furent de vastes constructions fictives présentant

une analyse minutieuse des sociétés péruviennes, révélant les conséquences du militarisme, du machisme, du dogmatisme religieux ou de toute autre forme de pouvoir atrabilaire sur les personnes. Que ce soit dans les écoles militaires, les bordels, les missions religieuses, la forêt amazonienne ou les milieux bourgeois, les personnages de Vargas Llosa finissaient toujours mal : spirituellement minés, plongés dans la médiocrité la plus abjecte ils étaient devenus ce qu'ils ne voulaient pas être.

Bien que ces romans aient été de grandes créations imaginatives, inspirées plus par un idéal formel et littéraire que par un engagement idéologique, on y observe cet univers mental et moral par lequel Vargas Llosa interprétait la réalité latino-américaine des années soixante. Les essais écrits pendant ces années-là furent un écho conscient des aspirations révolutionnaires qui bouillonnaient dans ses œuvres narratives. Si dans « Prise de position », manifeste de 1965, il exprimait son appui aux mouvements de libération nationale, dans ses romans il laissait entrevoir que seul l'effondrement du système capitaliste et de la bourgeoisie corrompue pouvait briser le cercle vicieux qui entravait la progression du Pérou vers la modernité.

Cela explique l'euphorie avec laquelle il accueillit la Révolution cubaine, première tentative de fonder une société sous le signe socialiste. Mais l'illusion ne dura guère. Lorsque le rêve commença à devenir réalité, et Fidel Castro, le géant inoxydable qui avait impressionné Vargas Llosa par sa réceptivité vis-à-vis des critiques des intellectuels (voir plus bas « Chronique de Cuba I », p. 117), et que ce dernier adopta le même type de censure qui avait eu cours sous les dictatures, l'illusion commença à se fendiller. Le fait crucial qui marqua la rupture de Vargas Llosa avec la Révolution intervint au début des années soixante-dix. En 1971, le poète cubain Heberto Padilla fut accusé d'« acti-

vités subversives » après la publication d'un recueil de poèmes, Hors jeu, où les autorités de son pays devinèrent des critiques contre-révolutionnaires. Padilla fut obligé de se rétracter et de faire une autocritique qui raviva les pratiques les plus bornées du stalinisme. Cette farce ne passa pas inaperçue. Vargas Llosa, qui connaissait Padilla et voyait bien que ce spectacle avait été orchestré par les hautes sphères de l'île, mobilisa les intellectuels de gauche les plus prestigieux pour manifester, au moyen d'une lettre pétitionnaire adressée à Fidel Castro, sa réprobation du traitement infligé à Padilla et à d'autres écrivains cubains (voir plus bas « Lettre à Fidel Castro », p. 137 et « Lettre à Haydée Santamaría », p. 141).

Ce n'était pas la première fois que Vargas Llosa s'élevait contre la censure. En 1966 les autorités de l'Union soviétique avaient condamné deux écrivains russes, Youli Daniel et Andreï Siniavski, pour des raisons similaires, et le Péruvien avait réagi vertement en publiant Une insurrection permanente, un essai où il critiquait sans réserve les atteintes à la liberté d'expression en Union soviétique. La grande vertu que Vargas Llosa décelait dans la Révolution cubaine était, précisément, celle d'avoir harmonisé la justice et la liberté. Bien que Castro eût justifié l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, son pouvoir à Cuba semblait « exemplaire dans son respect de l'être humain et dans sa lutte pour la libération ». Mais l'affaire Padilla ôtait son voile au fantôme et mettait à nu la face cachée de ce « modèle à l'intérieur du socialisme » que Vargas Llosa avait vu — ou voulu voir — dans les voyages préalables qu'il avait faits dans l'île. La société utopique que proposait Castro venait de se payer sa première victime, la liberté d'expression, et avec elle la littérature, le journalisme et toute espèce d'activité intellectuelle entraient en quarantaine. Après dix années d'enthousiasme les deux

maximes qui régissaient jusque-là la vie de Vargas Llosa, la littérature et le socialisme, se retrouvaient affrontées. Et face à cette mise en demeure de choisir entre sa vocation et l'engagement politique, Vargas Llosa opta finalement pour la première.

Il devenait évident à ses yeux que Cuba n'incarnait pas la réalisation d'une utopie, mais devenait un grand piège pour les écrivains et les opposants au régime ; Vargas Llosa fut donc contraint de réviser ses idées sur la révolution et la démocratie (voir plus bas « Gagner des batailles, pas la guerre », p. 293). Son univers mental, cependant, resta le même : son échelle de valeurs demeura immuable et le diagnostic des maux du Pérou inchangé. Il n'y eut en aucun cas cette transformation politique d'un Docteur Vargas en Mister Llosa ainsi qu'on le caricatura. L'écrivain continua à penser que la priorité pour l'Amérique latine était de parcourir le même chemin que les pays occidentaux et de se moderniser — ce qu'il avait suggéré pour la première fois en 1958, après un voyage dans la forêt amazonienne du Pérou qui lui avait révélé un monde de violence et d'excès, étranger à la civilité occidentale, et qui lui inspirerait La maison verte, Pantaleón et les visiteuses et L'homme qui parle —, de corriger ses inégalités et de réparer les injustices subies par les populations minoritaires du Pérou. Ce qui changea ce furent les méthodes, non les buts, et cela se refléta dans les essais qu'il commença à publier dans la seconde moitié des années soixante-dix.

Lors d'une conférence donnée au siège d'Action populaire en 1978, il affirmait que le spectacle de la pauvreté et de l'exploitation régnant dans son pays l'horrifiait tout autant qu'auparavant, mais que maintenant il se méfiait fortement du marxisme comme méthode susceptible de corriger les inégalités et les injustices. Plus efficaces lui

apparaissaient les doctrines libérales et démocratiques, « c'est-à-dire celles qui ne sacrifiaient pas la liberté au nom de la justice », qui dans des pays comme la Suède et Israël étaient parvenues à un équilibre entre la liberté individuelle et les systèmes de justice sociale. Ce changement de position était le résultat de nouvelles explorations intellectuelles. L'effondrement de sa foi dans le socialisme avait forcé Vargas Llosa à laisser Sartre de côté et à chercher de nouveaux référents aptes à juger des événements mondiaux. Cette recherche l'avait amené à revoir ses interprétations initiales de Camus, et à lire passionnément les ouvrages de Jean-François Revel et d'Isaiah Berlin, deux auteurs fort différents mais habités par un objectif commun : la défense du système démocratique et de la liberté comme garants du pluralisme et de la tolérance.

Revel, philosophe de formation mais journaliste par vocation, fut avec Raymond Aron une des rares voix qui en France s'élevèrent contre le marxisme et le sillage soviétique laissé par Sartre. Plus que les théories, ce sont les faits qui importaient à Revel, aussi n'hésita-t-il pas à critiquer les intellectuels qui, sous prétexte de défendre l'idéologie, justifiaient les écarts du totalitarisme stalinien. Cet aveuglement idéologique empêchait de voir que c'étaient non pas les pays socialistes qui avaient pris la tête des grandes révolutions sociales, mais les démocraties capitalistes où la femme, les jeunes et les minorités sexuelles et culturelles se révoltaient pour remettre en cause l'orthodoxie des institutions, faire valoir leurs droits et imprimer des changements dans la vie des sociétés. Les réformes démocratiques démontraient que c'était la voie la plus courte et la plus efficace pour améliorer les conditions de vie, ce que ne pouvaient réaliser les révolutions totalitaristes qui prétendaient rebâtir la société pierre par pierre. Le grand paradoxe du xx^e siècle fut de démontrer

que, alors que les dictatures socialistes s'ankylosaient, le mécanisme interne du capitalisme impulsait, pour survivre, la révolution constante des modes, des mœurs, des goûts, des tendances, des désirs et des vies.

La pensée d'Isaiah Berlin fut également fondamentale. Bien qu'en tant qu'écrivain et intellectuel public Vargas Llosa se sentît plus proche du polémiste Revel que du circonspect Berlin, les idées de ce dernier furent vitales pour lui et lui permirent de comprendre pourquoi, alors que dans l'art et la littérature l'ambition absolue et le rêve de la perfection humaine étaient louables, dans la réalité ils conduisaient généralement à des hécatombes collectives. La déchirante leçon de Berlin, c'est que les mondes parfaits n'existent pas. Le rêve des Lumières, selon lequel les sociétés suivraient la route ascendante du progrès guidées par la science et la raison, partait d'un postulat erroné. Ni la science ni la raison ne proposent de réponses uniques et définitives aux questions fondamentales de l'être humain. Comment vivre, comment évaluer ou que désirer sont les questions qui n'attendent aucune réponse précise, du moins aucune réponse mesurable à l'aune des vérités scientifiques. Celui qui se hausse au-dessus de ses pairs et assure avoir une connaissance supérieure, avoir découvert la nature humaine et par conséquent la véritable façon de vivre et de résoudre tous les problèmes, finit en général par soumettre ses congénères à la tyrannie de sa raison. Les solutions intégrales qui enthousiasmèrent les philosophes du XVIII^e siècle n'existent pas, et tout être qui dira les posséder doit être craint : ce qu'il propose est une fiction, un modèle idéal qui avive les antiques fantaisies d'un paradis perdu, mais qui en réalité nie l'ambiguïté et les différences humaines. Les buts en vue desquels les individus et les cultures organisent leur existence ne sont pas réductibles à un seul projet. La vie se nourrit de valeurs et

d'idéaux divers et, malheureusement, il est impossible que tous s'harmonisent sans frictions. Si l'on veut éviter l'oppression, il n'y a pas d'autre moyen que d'établir le pluralisme, la tolérance et la liberté, ou plus exactement ce que Berlin appelle la liberté négative : une sphère de la vie où aucun pouvoir externe ne peut entraver l'action humaine.

Les idées d'Isaiah Berlin ont eu un puissant effet sur la pensée de Vargas Llosa. Si en 1975 il gardait encore l'espoir que la dictature socialiste de Juan Velasco Alvarado puisse combattre l'horreur et la barbarie du sous-développement, en 1976, avec la révolte de palais du général Francisco Morales Bermúdez, ses illusions s'étaient totalement évanouies. Des révolutions il n'était resté qu'un « bruit de sabres », et une fois de plus, au lieu d'égalité et de justice, le peuple péruvien avait connu de nouvelles entraves à la liberté d'expression (voir plus bas « Lettre ouverte au général Juan Velasco Alvarado », p. 51).

Ni la révolution des gauches ni le putsch des droites ; ni l'utopie ni la société parfaite : à partir de 1976 Vargas Llosa va défendre la voie des urnes comme seul moyen légitime d'accéder au pouvoir. Seul le système démocratique tolère les vérités contradictoires ; aussi est-ce celui qui représente le moins de risques pour la coexistence, celui qui tolère le choix entre différents modes de vie, et celui qui non seulement permet mais aussi réclame le débat et la libre circulation des idées (voir plus bas « Les buts et les méthodes », p. 331). Vue sous cet angle nouveau la révolution n'est plus considérée comme remède aux problèmes, mais comme leur symptôme. Il y a un mal profond, enkysté dans les entrailles de l'Amérique latine, qui n'a rien à voir avec l'injustice ou l'inégalité. Révolutionnaires de gauche, militaires de droite, visionnaires religieux, nationalistes fougueux et racistes de tout poil

ont tous un dénominateur commun : le mépris pour les règles du jeu démocratique, le particularisme et le sectarisme. Les idées de chaque groupe se sont repliées sur elles-mêmes jusqu'à dégénérer en fanatismes fratricides. C'est aussi l'histoire du continent. Toutes les idéologies collectivistes, de la foi catholique au socialisme, en passant par les différentes formes d'indigénisme, de populisme et de nationalisme, ont jeté de robustes racines et été défendues l'arme au poing et un bandeau sur les yeux.

Vargas Llosa a clairement vu cette problématique non seulement grâce à Isaiah Berlin et à Karl Popper, l'autre philosophe libéral, critique des sociétés fermées et du déterminisme historique, qu'il lut judicieusement à la fin des années quatre-vingt, mais aussi grâce à Euclides da Cunha, journaliste et sociologue brésilien qui assista à l'une des boucheries latino-américaines les plus absurdes et les plus tragiques, la guerre de Canudos. Os Sertões (Hautes terres), le livre où da Cunha explique comment l'aveuglement idéologique déforma la réalité et conduisit l'armée brésilienne à liquider un soulèvement paysan — derrière lequel on s'obstina à voir la main de l'Empire britannique —, non seulement inspira l'œuvre la plus ambitieuse de Vargas Llosa, La guerre de la fin du monde, mais lui montra aussi que les grandes tragédies latino-américaines sont nées de l'incommunication, de la méconnaissance mutuelle et des circonstances temporelles qui séparent et engendrent la méfiance entre les divers secteurs de la population.

Vargas Llosa commença à écrire La guerre de la fin du monde à la fin des années soixante-dix, sans se douter qu'au détour du chemin, le 17 mai 1980, le Sentier lumineux allait brûler les urnes électorales dans le village de Chuschi, dans la province d'Ayacucho, et déclarer une des guerres révolutionnaires les plus sanglantes et fondamen-

talistes de l'histoire moderne de l'Amérique latine. La réalité sembla se confondre avec la fiction. Tandis que l'écrivain recréait des épisodes de fanatiques religieux qui voyaient dans la république brésilienne naissante l'œuvre de Satan, des révolutionnaires maoïstes pendaient des chiens aux lampadaires de Lima pour dénoncer la trahison de la révolution culturelle chinoise par le « chien » Deng Xiaoping.

C'étaient les années quatre-vingt, le mur de Berlin se craquelait, cette grande alliance démocratique entre les États de l'Union européenne se tissait, et l'Amérique latine se débattait encore entre le fanatisme, l'autoritarisme et la révolution. Au Chili le poing oppresseur d'Augusto Pinochet restait dressé ; l'Argentine avait cédé le pouvoir à la junte militaire de Videla, Massera et Agosti ; le Brésil restait sous des gouvernements militaires ; la Bolivie avait connu le même sort entre 1964 et 1982 ; le Paraguay était le fief d'Alfredo Stroessner ; l'Équateur, après deux dictatures militaires, se lançait en 1981 dans un différend territorial avec le Pérou ; la Colombie, bien que sans escarmouches dictatoriales, connaissait une lutte interne avec plusieurs mouvements de guérilla, parmi lesquels, le M-19, le EPL, le ELN et les Farc ; le Venezuela jouissait des bases démocratiques établies par Rómulo Betancourt, mais affrontait en 1989 le soulèvement de Caracas et en 1992 le putsch — manqué — d'Hugo Chávez ; au Panamá régnait Noriega ; au Nicaragua la révolution sandiniste renversait Somoza ; le Honduras sortait de la dictature de Paz García ; au Salvador commençait une guerre civile entre les militaires et les guérilleros du Front Farabundo Martí pour la libération nationale ; le Guatemala se débattait dans un atroce conflit armé ; le Mexique demeurait sous la « dictature parfaite » du PRI ; à Haïti régnait Baby Doc ; et à Cuba se maintenait inexorablement Fidel

Castro. Le panorama était loin d'être encourageant. Entre coups d'État et révolutions, la démocratie fut une espèce rare qui put difficilement s'adapter à un habitat dominé par des chefs populistes, des hommes forts, des politiciens corrompus, des révolutionnaires fanatiques et des tyrans aux décorations et épaulettes chamarrées.

Au Pérou, pourtant, et malgré la menace représentée par le Sentier lumineux et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), le système démocratique semblait se reconsolider avec le gouvernement de Belaúnde Terry et celui d'Alan García qui suivit. Sept années de stabilité constitutionnelle rendaient la foi dans les institutions, jusqu'à ce que le 28 juillet 1987, dans un discours devant le Congrès, García menaçât de nationaliser les banques, les assurances et les compagnies financières. Cette mesure prétendait assurer au gouvernement le contrôle des crédits, en laissant le secteur industriel, y compris les médias, à la merci du président et de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (Apra). Le pouvoir légitime que les urnes avaient accordé à García se serait vu débordé, et l'autoritarisme serait revenu faire de l'ombre à la fragile démocratie péruvienne (voir plus bas « Vers le Pérou totalitaire », p. 65).

Si García ne put s'emparer de la banque, c'est parce que Vargas Llosa et un groupe de chefs d'entreprise prirent la tête des protestations et que des milliers de citoyens descendus manifester sur la place San Martín firent finalement capoter cette loi. Cette mobilisation fit naître le Mouvement Liberté, une organisation de citoyens qui resterait politiquement active et qui, alliée à Action populaire et au Parti populaire chrétien, porterait Vargas Llosa à la candidature aux élections présidentielles de 1990. Cela représenta un grand changement — et aussi une grande aventure — pour l'écrivain. Il n'allait plus désor-

mais se limiter à écrire des articles d'opinion, débattre d'idées et affronter des abstractions ; il allait devoir se mesurer aux camps adverses sur la place publique, faire des propositions électorales et se battre sur les problèmes du quotidien.

Du fait même que son saut dans cette arène avait été motivé par la politique économique de García, il était évident que son plan de gouvernement allait devoir se différencier du sien dans les mêmes termes. Une position solide en matière économique réclamait la consultation d'experts en la matière, des intellectuels dont les idées correspondraient à la notion de société ouverte qu'il défendait tant il était persuadé de son bien-fondé, mais dont l'argumentation se formulerait en termes spécialisés. Le libéralisme de Berlin et de Popper pouvait donner des idées générales sur l'organisation de la vie productive d'un pays, mais difficilement se traduire en propositions concrètes pour soulager le poids inflationniste ou réactiver le secteur de l'entreprise. En revanche, les idées de l'économiste Friedrich August von Hayek, le critique le plus acerbe des économies centralisées, se révélaient d'une grande utilité pour contrebalancer les dégâts de décennies d'étatisme, de mercantilisme et de laisser-aller bureaucratique.

Si dans les années soixante Sartre, Camus et Bataille avaient représenté les référents à la lumière desquels Vargas Llosa échafaudait ses idées, à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, c'étaient Berlin, Popper et Hayek. Tandis que les deux premiers fournissaient de sérieux arguments pour combattre le nationalisme, le fascisme, le marxisme, le populisme, l'indigénisme et toutes les idéologies qui prétendaient enfermer l'individu en une entité plus grande, que ce soit la nation, le parti, la race, l'histoire ou toute autre forme de carcan proposé par des caudillos, visionnaires ou révolutionnaires, Hayek

affirmait que la planification étatique de l'économie, en augmentation pendant les années où il publiait La route de la servitude (1944), concentrait le pouvoir économique en l'État, réduisait l'espace de participation citoyenne et, par conséquent, établissait un rapport de dépendance qui sapait la liberté individuelle. Si le fascisme et le communisme se ressemblaient, c'était bien sur ce point : les deux systèmes concentraient les forces productives dans les mains de l'État, minant ainsi non seulement l'initiative individuelle et les libertés économiques, mais étendant les tentacules du pouvoir étatique jusqu'au cercle privé.

Après avoir lu Hayek, Vargas Llosa fut persuadé que la défense de la liberté individuelle passait par la défense de la libre entreprise et du marché. La liberté était une et indivisible. On ne pouvait différencier les libertés politiques et les libertés économiques, car les unes dépendaient des autres. L'étatisme prôné par Perón dans les années quarante, par Castro et le général Velasco dans les années soixante, par Alan García dans les années quatre-vingt, par Hugo Chávez et Evo Morales en 2000 et par le PRI mexicain au long de toutes les années de son histoire, reproduisait le système mercantiliste qui accordait au gouvernement un pouvoir démesuré, mettait les libertés entre parenthèses, ouvrait la porte au clientélisme et à la corruption, modelait une mentalité de profit, endormait l'initiative et le dynamisme économique et mettait en place le centralisme, mal endémique de la vie publique latino-américaine.

Pendant sa campagne présidentielle, Vargas Llosa privilégia les privatisations, l'ordre fiscal, l'investissement étranger, et réussit à convaincre une grande partie de l'électorat péruvien que la voie pour surmonter la pauvreté à court terme passait par l'exemple de pays qui, comme le Japon, Taïwan, la Corée du Sud, Singapour ou l'Espagne, s'étaient insérés dans les marchés mondiaux et

avaient tiré profit de la globalisation. Mais dans la ligne droite finale, quand tout laissait prévoir son triomphe dans les urnes, ressurgirent les vieux démons que Vargas Llosa avait tenté d'exorciser de la vie politique, et l'ingénieur Alberto Fujimori, en faisant siennes les armes du populisme et de la démagogie — et ensuite du racisme —, le contraignit à un second tour électoral qui signait d'avance la défaite de l'écrivain.

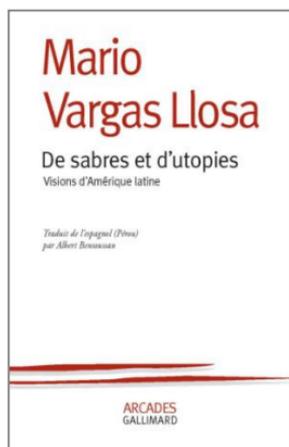
Le triomphe de Fujimori ne représenta pas seulement un faux pas dans l'effort personnel et collectif pour transformer la réalité à travers les idées libérales. Deux années plus tard, en 1992, Fujimori allait suspendre le Congrès, la Cour suprême et le Tribunal constitutionnel et se mettre à gouverner au moyen de décrets, en opérant un « auto-coup » d'État et s'adjudicant le contrôle de la justice, de la législation, de l'économie et des forces militaires (voir plus bas « Retour à la barbarie ? », p. 79). La plaie de l'autoritarisme, apparemment purgée de la vie publique depuis douze ans, revenait corrompre le système démocratique péruvien. En outre, cela constituait un précédent qui allait s'imposer dans les années suivantes comme mode nocive en Amérique latine : celle de couper les branches du pouvoir à partir de la légalité, en accédant à l'exécutif par des moyens démocratiques pour ensuite trahir les règles du jeu, réformer la Constitution, infiltrer le pouvoir judiciaire, s'assurer des majorités parlementaires et intimider les opposants et les moyens de communication. Rompant la promesse de ne plus intervenir dans la vie politique du Pérou, Vargas Llosa protesta vertement et réclama une condamnation de la part de la communauté internationale. Ses efforts furent vains. Aux attentats du Sentier lumineux et du MRTA s'ajoutait maintenant l'autoritarisme, et le Pérou, une fois de plus, se débattait entre la dictature et la révolution.

Bien que le régime de Fujimori se chargeât de salir son image et de le discréditer auprès des couches populaires du pays, Vargas Llosa finalement remporta cette bataille. Les scandales de corruption provoqués par les vladivideos, ces bandes vidéo où l'on voyait l'homme fort du régime, l'ex-capitaine Vladimiro Montesinos, distribuer des pots-de-vin à droite et à gauche, causèrent un grand malaise auprès de l'opinion publique. En novembre 2000, profitant d'un voyage au Japon, Fujimori prépara son terrier où purger sa gueule de bois dictatoriale, et envoya sa lettre de démission au Congrès.

La démocratie revenait au Pérou, mais non pour autant la stabilité politique. Une vague de populisme révolutionnaire comme on n'en avait pas connu depuis plusieurs années ni depuis le triomphe électoral de l'ex-putschiste Hugo Chávez au Venezuela, entraînait des milliers de personnes vers de nouvelles formes d'autoritarisme (voir plus bas « Dehors le fou ! », p. 249). Réactivant le mythe de Simon Bolivar et de Fidel Castro, de la lutte anti-impérialiste et de l'unité bolivarienne, Chávez avait entrepris un processus de prise de pouvoir et de renversement des institutions démocratiques vénézuéliennes, en adoptant les tactiques de Fujimori pour contrôler le tribunal suprême, gouverner par décrets, s'emparer des entreprises les plus rentables (le pétrole, surtout), former des milices boliviariennes, juguler les médias et créer un climat de confrontation sociale. Cette réplique du guévarisme à l'intérieur du système démocratique ne tarda pas à devenir un projet d'exportation. Chávez tenta d'enraciner sa révolution bolivarienne dans plusieurs pays d'Amérique latine, et parmi eux le Pérou, en appuyant la candidature à la présidence de l'ex-militaire Ollanta Humala.

La dynastie des Humala, avec à sa tête le patriarche Isaac Humala, use d'un discours nationaliste et xéno-

94. John Dos Passos *Devant la chaise électrique (Sacco et Vanzetti : histoire de l'américanisation de deux travailleurs étrangers)*
95. Mario Vargas Llosa *Voyage vers la fiction (Le monde de Juan Carlos Onetti)*
96. Silvia Baron Supervielle *Journal d'une saison sans mémoire*
97. Javier Marías *Littérature et fantôme*
98. George Steiner *Lectures (Chroniques du «New Yorker»)*
99. Franz Kafka *Les aphorismes de Zürau*
100. Annie Le brun *Ailleurs et autrement*
101. Mario Vargas Llosa *De sabres et d'utopies*



De sabres et d'utopies Mario Vargas Llosa

Cette édition électronique du livre
De sabres et d'utopies de Mario Vargas Llosa
a été réalisée le 15 novembre 2011
par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782070131457 - Numéro d'édition : 178650).
Code Sodis : N49805 - ISBN : 9782072448690
Numéro d'édition : 232792.